

CUBA : TOUJOURS FIDÈLE ?

Pour la première fois depuis la révolution de 1959, le charisme de Fidel Castro risque de ne pas suffire à sauver le vieux régime.

PAR EDGAR J. DOSMAN ET JOHN KIRK

AVEC LE RENVERSEMENT DU COMMUNISME en Europe de l'Est, il était facile en 1989 de prédire qu'à Cuba, Fidel Castro ne tarderait pas à être renversé. Or, sans aucun doute, Cuba traverse actuellement une des plus graves crises de ses trente-trois années de révolution. Les pénuries de carburant causent de nombreux problèmes; les aliments sont rationnés plus sévèrement que jamais au cours des trois dernières décennies; le nombre d'autobus en circulation a été réduit presque de moitié; la journée de travail, diminuée de près de 30 p. 100; et les repas subventionnés sur les lieux de travail, supprimés.

Cependant, l'analogie politique avec l'Europe centrale et de l'Est ne tient pas compte des différences fondamentales entre Cuba et les pays de cette région. Contrairement à eux, Cuba n'est pas née de l'Europe de l'après-Deuxième Guerre mondiale, mais d'une révolution populaire qui unissait les opposants à Batista en une coalition jouissant d'un vaste soutien. De plus, à l'opposé des dirigeants d'Europe de l'Est, Fidel Castro est resté populaire dans d'importants secteurs de la population. Enfin, il utilise adroitement l'obsession bornée de Washington à l'égard de Cuba pour rallier derrière sa révolution un sentiment nationaliste.

Le gouvernement de La Havane cherche à atténuer les difficultés auxquelles sont confrontés les Cubains en faisant preuve d'imagination. Ainsi, il a importé 700 000 bicyclettes de Chine; 100 000 boeufs ont été dressés aux travaux agricoles (100 000 autres le sont en ce moment); on se sert de nouveau de pigeons voyageurs pour livrer du courrier; on a distribué des poussins aux familles pour qu'ils les élèvent; et on s'efforce d'encourager les gens à travailler aux champs pour produire de la nourriture. Comparaisons avec l'Europe de l'Est mises à part, il reste à savoir si tout cela suffira à consolider le gouvernement Castro, ou si la population depuis longtemps soumise à des privations se rebellera contre une adversité qui n'en finit pas.

LA CAUSE LA PLUS ÉVIDENTE DE LA CRISE ACTUELLE est la mort de l'Union soviétique, dont Cuba dépendait depuis la rupture des relations diplomatiques par les États-Unis, en janvier 1961. Voici quelques chiffres qui illustrent bien la situation : Cuba était à la remorque de l'URSS pour 75 p. 100 de son commerce, 40 p. 100 de ses

importations alimentaires et 90 p. 100 de ses carburants. La disparition du bloc socialiste en Europe de l'Est a eu quelques répercussions sur l'économie planifiée de La Havane, mais c'est le démantèlement de l'Union soviétique qui a scellé son sort. Elle a perdu d'un coup son principal marché et son principal fournisseur. En plus, la désorganisation et les guerres intestines que connaît la Communauté des États indépendants sont de mauvais augure pour le commerce cubain avec ce marché traditionnel.

Il y a un autre facteur à examiner : le rôle du gouvernement cubain. Pendant plus de trente ans, le *lider máximo*, brillant, bourru, novateur et obstiné, a orienté la stratégie politique nationale d'une main de fer. Dans une large mesure, cela a marché. Le réseau social de Cuba, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la création d'emplois, est un exemple pour tout pays, développé ou pas. Bref, le modèle constituait une option de développement viable pour Cuba, aussi longtemps que ses relations avec Moscou tenaient.

DANS UN DISCOURS PRONONCÉ EN NOVEMBRE 1991 à l'occasion du trentième anniversaire de l'immense campagne d'alphabétisation lancée en 1961, qui a fait passer l'analphabétisme de 24 à 4 p. 100, le président Castro a expliqué la force essentielle du modèle révolutionnaire cubain. Il a comparé la démarche de son gouvernement dans la «période particulière» actuelle à des mesures auxquelles les gouvernements capitalistes recourent volontiers en période de crise économique. À Cuba, aucun travailleur n'a été mis à pied, aucune école ni aucun hôpital n'a fermé, aucune usine n'a été condamnée. Les approvisionnements sont réduits de manière draconienne, a-t-il fait remarquer, mais de façon équitable pour tous. En cela, il a tout à fait raison, car la mentalité révolutionnaire que l'on rencontre dans la société cubaine – contrairement au système existant dans le reste de l'ancien bloc socialiste – a manifestement favorisé cette *conciencia* politique ou sociale.

Ce que Fidel n'a pas expliqué, c'est que si, au lieu de répartir équitablement les ressources disponibles (pour mettre tous les Cubains sur un pied d'égalité), le gouvernement – et lui en particulier – s'étaient montrés plus pragmatiques, le

«gâteau» aurait pu être beaucoup plus gros. Pendant plus de trente ans, son gouvernement a fait fi de l'adversité, adoptant une démarche politique ultra-castriste et ignorant ceux qui n'étaient pas d'accord. Cela marchait, mais avec le filet de sécurité soviétique constamment tendu.

MÊME AUJOURD'HUI, DANS LES DIFFICULTÉS OMNIPRÉSENTES, le *Comandante en Jefe* incarne bien des traits nationaux. Fidel est celui qui a mis ce petit pays (11 millions d'habitants) au centre de la scène mondiale à maintes occasions et qui a soigneusement nourri le nationalisme et le sentiment de dignité si importants dans l'identité cubaine – et sur lesquels les commentateurs politiques occidentaux se méprennent si souvent.

Fidel Castro jouit encore d'une grande popularité personnelle à Cuba. Ses inlassables efforts au nom du peuple, ses rapports électrisants avec le public et ses qualités indéniables de communicateur sont légendaires. Cependant, il est vrai aussi que son assise et sa popularité s'amenuisent lentement mais régulièrement et que d'aucuns demandent à voix basse s'il saura surmonter les problèmes posés par la chute de l'empire soviétique. L'ironie du dilemme actuel, pour la plupart des Cubains, c'est que la révolution sans Fidel est inconcevable, mais que pour progresser dans les années 1990, il est très évident qu'il faut s'engager dans une toute autre voie. C'est un paradoxe qu'il faut résoudre si la révolution cubaine doit survivre, puisque la politique habituelle, qui consiste à «vivre au jour le jour» au rythme d'appels charismatiques et par un volontarisme politique n'est plus viable.

À l'instar de son premier secrétaire, le Parti communiste de Cuba (PCC) traverse également une crise d'identité. Malgré de petits profits pour ses membres, il n'a jamais joué sur l'élitisme comme les partis d'URSS ou d'Europe de l'Est. Les Cubains ne se précipitent pas dans la rue pour brûler leurs cartes de membres ou quitter le Parti. Pourtant, le congrès du PCC d'octobre 1991 montre clairement qu'il doit se réformer de fond en comble s'il veut conserver la loyauté du peuple cubain.

Une des grandes décisions prises en octobre a été de permettre aux Cubains d'élire, pour la première fois, leurs députés à l'Assemblée nationale. Que ce premier pas indispensable ne survienne que plus de trente ans après la victoire révolutionnaire en dit long sur les raisons de la crise politique cubaine. Pendant tout ce temps, on a fait croire à la population que le gouvernement était